



LE GRAND RETOUR DES ÉCONOMIES SUR LE DOS DES AGENTS PUBLICS

Trois jours de carence : la recette magique pour « responsabiliser » les malades ?

Pour la droite, c'est simple comme bonjour : « *Si on fait payer les trois premiers jours d'arrêt, les fonctionnaires hésiteront à se mettre en maladie !* » Génial, non ? Sauf que cette logique, on la connaît : elle a déjà été testée en 2018 avec le rétablissement du jour de carence. Résultat ? **Les petits arrêts ont baissé... mais les longs ont explosé !** (Merci l'Insee pour le rappel.)

Traduction : Les agents, plutôt que de prendre un ou deux jours pour se soigner, attendent d'être vraiment dans le dur avant de s'arrêter. **Bravo la prévention !** Et bien sûr, qui paie la note ? **Les collègues, qui doivent assurer le boulot en plus, et les usagers, qui voient les services se dégrader.**

90% de salaire en cas d'arrêt : la cerise sur le gâteau de l'austérité

Parce qu'un jour de carence, c'est trop peu, la droite propose aussi de **réduire le taux de remplacement à 90%** pendant les arrêts. **10% de moins sur son salaire, c'est toujours ça de pris pour l'État !** Sauf que, encore une fois, **qui va trinquer ?** Les agents précaires, les contractuels, ceux qui n'ont pas d'épargne de côté... **La solidarité version Wauquiez : chacun pour soi, et les malades à la porte !**

Et le pire, c'est que ces « économies » sont **d'une hypocrisie sans nom** :

- **174 millions d'euros** avec 2 jours de carence,
- **289 millions** avec 3 jours,
- **900 millions** en baissant le taux à 90%.

Des clopinettes à côté des niches fiscales des super-riches ! Mais bon, quand on n'a pas le courage de taxer les milliardaires, on tape sur les fonctionnaires. **C'est plus facile, et ça fait moins de vagues dans les dîners en ville.**



L'arnaque de l'alignement public-privé

La droite nous ressort son argument massue : « C'est une question d'égalité ! Dans le privé, c'est déjà comme ça ! » **Sauf que...**

- Dans le privé, les salaires sont souvent plus élevés, les protections plus fortes.
- Dans la fonction publique, on parle de services publics, de missions d'intérêt général – pas de profits à maximiser !

Aligner la fonction publique sur le privé, c'est comme aligner un hôpital sur une entreprise de fast-food : ça n'a aucun sens, sauf pour ceux qui veulent tout casser !

Et maintenant, on fait quoi ?

On ne se laisse pas faire, bien sûr ! Ces amendements, s'ils passent, ce sera encore une attaque contre nos conditions de travail, notre santé, et la qualité du service public.

Alors, on se mobilise :

- On alerte les collègues – parce que l'union fait la force.
- On interpelle les députés – pour leur rappeler que les fonctionnaires, ce ne sont pas des vaches à lait.
- On prépare la riposte – parce que si la droite veut la guerre, elle l'aura !

Et surtout, on ne tombe pas dans le piège : ces mesures ne « responsabilisent » personne. Elles punissent les malades, fragilisent les services publics, et enrichissent les discours anti-fonctionnaires.

Alors, prêts à leur montrer que la fonction publique, ça se défend ? Parce qu'une chose est sûre : sans nous, tout s'arrête !